



**Le
Gouvernement**
du **Grand-Duché
de Luxembourg**

1999



Service
Information
et **Presse**

Luxembourg



En haut, de gauche à droite: M. Joseph Schaack, M. François Biltgen, M. Charles Goerens, Mme Anne Brasseur, M. Henri Grethen, M. Carlo Wagner et M. Eugène Berger
En bas, de gauche à droite: M. Luc Frieden, Mme Erna Hennicot-Schoepges, M. Fernand Boden, M. Jean-Claude Juncker, Mme Lydie Polfer, Mme Marie-Josée Jacobs et M. Michel Wolter



Photos Photothèque S.I.P., Imedia, PDL
Photothèque de la Ville de Luxembourg,
Serge Waldbillig

Layout Christian Coiffard

Rédaction Service Information et Presse - Cellule Edition

Impression S.C.I.E.



Le
Gouvernement
du **Grand-Duché**
de Luxembourg

1999

Service Information et Presse du Gouvernement
3, rue du Saint-Esprit L-1475 Luxembourg
<http://www.gouvernement.lu>

La composition de la Chambre des députés...

Elections législatives						
PARTIS	1945	1948	1951	1954	1959	1964
PCS	25	22	21	26	21	22
POSL	11	15	19	17	17	21
PD	9*	9*	8*	6*	11	6
PC	5	5	4	3	3	5
ADR ¹	-	-	-	-	-	-
VERTS ²	-	-	-	-	-	-
GLEI ³	-	-	-	-	-	-
GAP ⁴	-	-	-	-	-	-
PSD ⁵	-	-	-	-	-	-
EDF ⁶	-	-	-	-	-	-
PSI ⁷	-	-	-	-	-	-
MIP ⁸	-	-	-	-	-	2
PIE ⁹	1	-	-	-	-	-
DL ¹⁰	-	-	-	-	-	-
TOTAL:	51	51	52	52	52	56

PCS Parti chrétien social

POSL Parti ouvrier socialiste luxembourgeois

PD Parti démocratique * Groupement démocratique

PC Parti communiste

¹ Aktiounskomitee fir Demokratie

a Rentegerechtegheet ** Comité d'action 5/6

² Déi Gréng fusion du GLEI et du GAP

³ GLEI Gréng Lëscht Ekologesch Initiativ

⁴ GAP Parti vert Alternatif

...depuis **1945**

Nombre de mandats par parti et par élection						
1968	1974	1979	1984	1989	1994	1999
21	18	24	25	22	21	19
18	17	14	21	18	17	13
11	14	15	14	11	12	15
6	5	2	2	1	-	-
-	-	-	-	4**	5	7
-	-	-	-	-	5	5
-	-	-	-	2	-	-
-	-	-	2	2	-	-
-	5	2	-	-	-	-
-	-	1	-	-	-	-
-	-	1	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	1
56	59	59	64	60	60	60

⁵ Parti Social-Démocrate (scission du POSL)

⁶ Enrôlés de Force

⁷ Socialistes Indépendants (scission du POSL)

⁸ Mouvement Indépendant Populaire

⁹ Parti des Indépendants de l'Est

¹⁰ DL Déi Lénk / La Gauche

Alliance entre le PC (parti communiste)
et divers mouvements extrême-gauche
et monde associatif





La
formation
du **nouveau**
Gouvernement



Les différentes étapes de la formation du nouveau Gouvernement

La répartition des sièges à la Chambre des députés

Suite aux élections législatives du 13 juin 1999, la répartition des sièges à la Chambre des députés est devenue la suivante :

	1999	(1994)
Parti chrétien social	19	(21)
Parti démocratique	15	(12)
Parti ouvrier socialiste luxembourgeois	13	(17)
Aktiounskomitee fir Demokratie a Rentegerechtegkeet	7	(5)
Déi Gréng	5	(5)
Déi Lénk	1	(-)

Le lendemain des élections, c'est-à-dire le 14 juin, S.A.R. le Grand-Duc et S.A.R. le Grand-Duc Héritier ont reçu en audience Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier ministre, qui a présenté à S.A.R. le Grand-Duc la démission du Gouvernement après les élections législatives du 13 juin 1999.

En attendant la formation d'un nouveau Gouvernement, le Chef de l'Etat a chargé le Gouvernement démissionnaire de l'expédition des affaires courantes.

Le formateur est désigné

Au cours de la journée du 15 juin, S.A.R. le Grand-Duc a reçu en audience successivement Monsieur

Jean Spautz, Président sortant de la Chambre des députés, Monsieur Paul Beghin, Président du Conseil d'Etat, ainsi que les présidents et représentants des partis et groupements politiques ayant obtenu des mandats à la Chambre des députés lors des élections législatives du 13 juin 1999, à savoir: la Présidente du Parti chrétien social, Madame Erna Hennicot-Schoepges, la Présidente du Parti démocratique, Madame Lydie Polfer, le Président du Parti ouvrier socialiste luxembourgeois, Monsieur Jean Asselborn, le Président du ADR-Aktiounskomitee fir Demokratie a Rentegerechtgeet, Monsieur Robert Mehlen, les porte-parole du Déi Gréng, Madame Marthy Thull et Monsieur Carlo de Toffoli et le candidat élu sur la liste Déi Lénk, Monsieur André Hoffmann, afin de les consulter en vue de la formation du nouveau gouvernement.

A la suite de ces consultations, S.A.R. le Grand-Duc et S.A.R. le Grand-Duc Héritier ont reçu en audience Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier ministre, ministre d'Etat. A cette occasion, le Grand-Duc a chargé Monsieur Jean-Claude Juncker de la formation du gouvernement.

Parti chrétien social et Parti démocratique

Au cours de l'après-midi du 16 juin, le Conseil national du Parti chrétien social a chargé la direction du parti d'engager des négociations de coalition avec le Parti démocratique, et, lors d'une audience au Palais grand-ducal, Monsieur Jean-Claude Juncker, chargé de la formation du Gouvernement, a fait rapport à S.A.R. le Grand-Duc et à S.A.R. le Grand-Duc Héritier sur les démarches à faire pour remplir sa mission. Au cours d'une conférence de presse, Monsieur Juncker

a ensuite informé la presse sur les futures étapes de son rôle de formateur.

Le 18 juin 1999, Monsieur Jean-Claude Juncker, en sa qualité de formateur du nouveau Gouvernement, a eu une première entrevue avec Madame Lydie Polfer, chef de la délégation et Présidente du Parti démocratique, et Monsieur Henri Grethen, Secrétaire général du Parti démocratique.

Le 22 juin 1999, Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier ministre, chargé de la formation du Gouvernement, a fait rapport à S.A.R. le Grand-Duc et à S.A.R. le Grand-Duc Héritier sur ses entretiens avec le Président désigné de la Commission de l'Union européenne, Monsieur Romano Prodi, et avec Madame Lydie Polfer, Présidente du Parti démocratique.

Les négociations de coalition

Les négociations de coalition ont débuté le 24 juin avec une première réunion des délégations des deux partis au Ministère de l'Agriculture des délégations du Parti chrétien social et du Parti démocratique.

A ces négociations ont pris part, autour du formateur, Monsieur Jean-Claude Juncker, pour le Parti chrétien social: Madame Erna Hennicot-Schoepges, Monsieur Michel Wolter, Monsieur Fernand Boden, Madame Marie-Josée Jacobs, Monsieur Luc Frieden, Monsieur Jean Spautz, Monsieur Lucien Weiler et Monsieur Claude Wiseler, et pour le Parti démocratique: Madame Lydie Polfer, Monsieur Henri Grethen, Madame Anne Brasseur, Madame Colette Flesch, Monsieur Charles Goerens, Monsieur Paul Helminger,

Monsieur Jean Krantz, Monsieur Kik Schneider et Monsieur Carlo Wagner.

Au cours des négociations, S.A.R. le Grand-Duc et S.A.R. le Grand-Duc Héritier ont reçu en audience, le 25 juin, le 2 juillet, les 8, 16, 23 et 27 juillet ainsi que le 5 août 1999, Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier ministre, ministre d'Etat, chargé de la formation, qui leur a rendu compte de l'état d'avancement des négociations.

Des points de presse, respectivement des conférences de presse, ont eu lieu les 24 et 29 juin, les 1er, 8, 17, 21, 27 juillet et le 4 août.

Nomination et assermentation des membres du nouveau gouvernement

Le 6 août 1999, les résultats des négociations furent entérinés par les instances compétentes des deux partis.

Le 7 août, Monsieur Jean-Claude Juncker a rendu compte de l'accomplissement de sa mission de formateur à S.A.R. le Grand-Duc et à S.A.R. le Grand-Duc Héritier.

Au cours de la matinée du même jour, S.A.R. le Grand-Duc a reçu en audience de congé les membres du gouvernement sortant: Monsieur Alex Bodry, Madame Mady Delvaux-Stehres et Monsieur Georges Wohlfart. Pour des raisons de santé Madame Lydie Err n'a pas pu assister à l'audience.

Avant l'assermentation des nouveaux membres du Gouvernement, le Grand-Duc a signé l'Arrêté grand-

ducal portant organisation du Gouvernement, l'Arrêté grand-ducal portant reconduction de Monsieur Jean-Claude Juncker à la fonction de Premier ministre, l'Arrêté grand-ducal portant nomination du nouveau Gouvernement, l'Arrêté grand-ducal portant énumération des ministères et l'Arrêté grand-ducal portant attribution des ministères aux membres du Gouvernement.

La déclaration gouvernementale du 12 août 1999

La Chambre des députés s'est réunie de nouveau le 12 août 1999 pour entendre la déclaration gouvernementale faite par Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, ministre d'Etat. Le débat à la Chambre des députés a eu lieu le 13 août 1999.





Le
Gouvernement
du **Grand-Duché**
de Luxembourg

...depuis le **7 août 1999**



Monsieur Jean-Claude **Juncker** PCS

Premier Ministre / **Ministre** d'Etat
Ministre des Finances

Madame Lydie **Polfer** PDL

Vice-Premier Ministre
Ministre des Affaires étrangères
et du Commerce extérieur
Ministre de la Fonction publique
et de la Réforme administrative

Monsieur Fernand **Boden** PCS

Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture
et du Développement rural
Ministre des Classes moyennes,
du Tourisme et du Logement

Madame Marie-Josée **Jacobs** PCS

Ministre de la Famille,
de la Solidarité sociale
et de la Jeunesse
Ministre de la Promotion féminine

Madame Erna **Hennicot-Schoepges** PCS

Ministre de la Culture,
de l'Enseignement supérieur
et de la Recherche
Ministre des Travaux publics

Monsieur Michel **Wolter** PCS

Ministre de l'Intérieur

Monsieur Luc **Frieden** PCS

Ministre du Trésor et du Budget

Ministre de la Justice

Madame Anne **Brasseur** PDL

Ministre de l'Education nationale,
de la Formation professionnelle
et des Sports

Monsieur Henri **Grethen** PDL

Ministre de l'Economie

Ministre des Transports

Monsieur Charles **Goerens** PDL

Ministre de la Coopération,
de l'Action humanitaire
et de la Défense

Ministre de l'Environnement

Monsieur Carlo **Wagner** PDL

Ministre de la Santé
et de la Sécurité sociale

Monsieur François **Biltgen**

PCS

Ministre du Travail et de l'Emploi

Ministre aux Relations avec le Parlement

Ministre des Cultes

Ministre délégué aux Communications

Monsieur Joseph **Schaack**

PDL

Secrétaire d'Etat à la Fonction publique
et à la Réforme
administrative

Monsieur Eugène **Berger**

PDL

Secrétaire d'Etat à l'Environnement





L'hôtel de Bourgogne (XVIe - XVIIe siècles) siège du Premier ministre, ministre d'Etat





**Les
Ministres**
et **Secrétaires d'Etat**

et **leurs compétences**



Monsieur Jean-Claude **JUNCKER**

Premier Ministre / **Ministre** d'Etat

1 Présidence du Gouvernement

Coordination de la politique générale
et coordination entre départements
ministériels

Organisation du Gouvernement

Relations institutionnelles
avec la Cour grand-ducale,
la Chambre des Députés
et le Conseil d'Etat

Secrétariat général
du Conseil de Gouvernement

Conseil Economique et Social

Commission d'Economies
et de Rationalisation

Ordres nationaux,
fêtes et cérémonies publiques

Conseil National de la Résistance

2 Sécurité extérieure de l'Etat

Centre de Communications
du Gouvernement

3 Service Information et Presse

4 Centre d'Etudes Européennes
Robert Schuman

Projet ENA (European Navigator)

5 Commission consultative
des droits de l'homme

6 Politique des médias :
Développement du site
pour les activités audiovisuelles
et de communication

Fonds National de soutien
à la production audiovisuelle,
Certificats d'investissement audiovisuel

Commissariat du Gouvernement
près la CLT-UFA

Commissariat du Gouvernement
près la S.E.S.

Commissariat du Gouvernement
près la radio socio-culturelle

Coordination de l'action gouvernementale
en matière de société de l'information

7 Communications :
Politique et autorité réglementaire nationale
en matière postale, de télécommunications
et de radiocommunications

I.L.T.

Gestion du spectre des fréquences

Exécution des conventions,
constitutions et accords internationaux
concernant les services postaux,
de télécommunications
et de radiocommunications

8 Protection des données

Attributions relevant des compétences en matière de Cultes

Cultes

Relations avec les communautés religieuses

Conventions découlant de l'article 22
de la Constitution

Attributions relevant des compétences en matière de Relations avec le Parlement

- 1 Relations avec la Chambre des Députés,
coordination entre travaux parlementaires
et gouvernementaux
- 2 Service Central de Législation

Ministre des Finances

- 1 Législation fiscale et administrations fiscales
Administration des Contributions directes
Administration de l'Enregistrement
et des Domaines
Administration des Douanes et des Accises
- 2 Société Nationale de Crédit
et d'Investissement
- 3 Coordination de la politique
des participations de l'Etat
- 4 Politique monétaire, financière et de change
Comité économique et financier de la CE
Institut Belgo-Luxembourgeois du Change



Relations financières internationales

Fonds Monétaire International

Banque Européenne
pour la Reconstruction et le Développement

Banque Européenne d'Investissement

5 Office du Dueroire

Madame
Lydie **POLFER**

Vice-Premier Ministre
Ministre des Affaires Etrangères
et du Commerce Extérieur

1 Relations internationales

Coordination entre départements ministériels
dans le domaine des relations internationales

Organisations et conférences internationales

Traités et accords internationaux

Administration générale du Ministère

Service diplomatique et consulaire:
passeports, visas et légalisations

Protocole du Gouvernement

2 Politique européenne

Politique étrangère et de sécurité

Opérations pour le maintien de la paix

Relations culturelles internationales

Relations économiques internationales

3 Commerce Extérieur

Coordination de la promotion commerciale
à l'étranger

Régime de politique commerciale

Office des Licences

Ministre de la Fonction Publique
et de la Réforme administrative

- 1** Réforme de l'administration
- 2** Statut, recrutement et examens-concours,
carrière ouverte, mobilité, discipline,
subventions d'intérêt, contrat collectif
- 3** Administration du personnel de l'Etat :
fixation et calcul des traitements,
des indemnités et des salaires,
allocation et calcul des pensions
- 4** Administration gouvernementale
- 5** Sécurité dans la Fonction Publique

Chambre des Fonctionnaires
et Employés Publics
- 6** Institut national d'Administration Publique :
formation des stagiaires,
formation permanente
- 7** Centre Informatique de l'Etat
- 8** Service Central des imprimés
et des fournitures de bureau de l'Etat

Monsieur Fernand **BODEN**

Ministre de l'Agriculture,
de la Viticulture
et du Développement Rural

1 Agriculture

Service Sanitel

Administration des Services Techniques
de l'Agriculture

Laboratoire de Contrôle et d'Essais

Service d'Economie Rurale
et des Marchés Agricoles

Administration des Services Vétérinaires

Laboratoire de Médecine Vétérinaire

Office National du Remembrement

Chambre d'Agriculture

Fonds Européen d'Orientation
et de Garantie Agricole

2 Viticulture

Institut viti-vinicole

Fonds de Solidarité Viticole

Marque Nationale du Vin

3 Horticulture

4 Sylviculture

5 Développement rural

Programme LEADER

Ministre des Classes Moyennes,
du Tourisme et du Logement

I. Classes Moyennes et Tourisme

1 Commerce et métiers

Autorisations d'établissement
pour les professions visées
par la loi du 28 décembre 1988
sur le droit d'établissement
et ses règlements d'exécution,
à l'exception du secteur industriel

Aides à l'amélioration structurelle
des entreprises du commerce
et de l'artisanat

Mesures de reconversion économique
et sociale au profit du commerce
et de l'artisanat

Mise en œuvre de la réglementation
concernant la concurrence déloyale
et l'interdiction du travail clandestin

Heures de fermeture des magasins de détail

Foires, marchés
et expositions professionnelles

Relations avec la Chambre des Métiers,
la Chambre de Commerce
et les organisations d'artisans
et de commerçants

2 Promotion touristique

Infrastructure touristique

Office National du Tourisme

Congrès et séminaires

Agences touristiques à l'étranger

Coopération transfrontalière

II. Logement

Politique générale du logement

Législation sur les loyers

Aides à la pierre

Constructions d'ensembles

Aides individuelles au logement

Service des aides au logement

Fonds pour le logement à coût modéré

Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall

Société Nationale des Habitations
à Bon Marché



Madame

Marie-Josée **JACOBS**

Ministre de la Famille,
de la Solidarité Sociale
et de la Jeunesse

1 Famille et politique familiale

Conseil Supérieur de la Famille
et de l'Enfance

Formation, consultation
et assistance familiales

Prestations familiales

Caisse nationale des prestations familiales.

2 Promotion des droits de l'enfant

Protection sociale de l'enfance

Structures d'accueil sans hébergement
pour enfants

Placement familial

Internats

Centres d'accueil avec hébergement
pour enfants et jeunes adultes

Maisons d'enfants de l'Etat

Centres socio-éducatifs de l'Etat

Adoptions

Emplois de proximité.

3 Politique de la jeunesse

Service national de la jeunesse

Education extrascolaire et activités de loisirs

Relations avec les mouvements de jeunesse

Conseil Supérieur de la Jeunesse

Formation d'animateurs
et de responsables d'activités de loisirs

Centres multiservices
et centres résidentiels pour jeunes

Congé-éducation

4 Politique pour personnes âgées

Conseil Supérieur des Personnes Agées

Services pour personnes âgées

Qualité de l'accueil gérontologique

Mesures de formation et d'animation
dans le domaine des personnes âgées

Accompagnement des personnes
en fin de vie (milieu extrahospitalier)

Formation aux fonctions d'aide
socio-familiale

Institutions d'hébergement, d'assistance
et de soins pour personnes âgées

Service de soins à domicile

Etablissement public "Centres, Foyers
et Services pour personnes âgées"

Etablissement public "Centres de gériatrie"

5 Politique pour personnes handicapées

Conseil Supérieur
des Personnes Handicapées

Services d'accueil de jour et/ou de nuit,
de formation, d'information, de consultation,
de travail, de rééducation, d'aide précoce

et d'assistance à domicile
pour personnes handicapées

Intégration des handicapés
dans la vie professionnelle

Service des travailleurs handicapés

Ateliers protégés.

6 Intégration des étrangers
et action sociale en faveur des étrangers

Commissariat du Gouvernement
aux étrangers

Centres d'accueil pour réfugiés

Foyers d'accueil pour immigrés

Conseil national pour Etrangers

7 Solidarité

Fonds national de Solidarité

Assistance sociale

Domicile de secours

Surendettement

Foyers pour sans-abri

Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Service national d'action sociale

Service social polyvalent de secteur

Services sociaux

8 Relations avec l'Union Luxembourgeoise
des Consommateurs

Politique communautaire en matière
de protection des consommateurs

Ministre de la Promotion Féminine

- 1** Politique de promotion de la condition de la femme et de l'égalité entre femmes et hommes

Relations avec les organismes consultatifs au niveau national et régional

Comité interministériel de l'égalité entre femmes et hommes

Comité du travail féminin

- 2** Coordination interministérielle des politiques sectorielles ayant trait à l'égalité

Etudes d'impact des mesures législatives sur l'égalité entre femmes et hommes

Promotion d'actions positives en faveur de l'égalité

- 3** Politique internationale d'égalité entre femmes et hommes

- 4** Services pour filles, femmes et femmes avec enfants

Madame Erna **HENNICOT-SCHOEPGES**

Ministre de la Culture,
de l'Enseignement Supérieur
et de la Recherche

I. Culture

1 Politique culturelle nationale et internationale

Développement culturel régional

Négociation et exécution
des accords culturels

Coopération culturelle interrégionale

Francophonie

Commission nationale
pour la Coopération avec l'UNESCO

Projets d'infrastructures culturelles

2 Coordination des instituts culturels nationaux :

Archives Nationales

Bibliothèque Nationale

Casino, Forum d'Art contemporain

Centre national de l'Audiovisuel

Centre national de Littérature

Musée national d'Histoire et d'Art

Musée national d'Histoire Naturelle

Service des Sites et Monuments nationaux,
Commission de surveillance
des bâtiments religieux

Institut grand-ducal

3 Fonds culturel national

Commission de Surveillance des cinémas

Agence luxembourgeoise d'action culturelle

Fondation Henri Pensis

Fondation Musée d'Art Moderne

Grand-Duc Jean

Radio socio-culturelle 100,7

Fonds National de soutien
à la production audiovisuelle

II. Enseignement Supérieur

1 Enseignement supérieur et universitaire (Centre Universitaire, Institut Supérieur de technologie, Institut Supérieur d'études et de recherche pédagogiques, Institut d'études éducatives et sociales)

Formation initiale et continue

2 Formations du Brevet de technicien supérieur

3 Coopération internationale et régionale

Affaires européennes

Programmes européens:
SOCRATES (EURYDICE, ERASMUS,
MINERVA, TEMPUS)

4 Réseaux en matière de reconnaissance de diplômes: unité nationale NARIC, unité nationale ENIC, unité nationale du réseau UNESCO

Coordination pour les directives européennes

du système général de reconnaissance
des diplômes à des fins professionnelles

- 5** Aide financière pour études supérieures
 - Bourses post-universitaires
 - Logements pour étudiants et chercheurs

- 6** Information et orientation universitaires
 - Relations avec les étudiants
aux universités étrangères

- 7** Conseil national de l'enseignement supérieur

- 8** Stage pédagogique du personnel enseignant
de l'enseignement postprimaire

- 9** Commissions d'homologation
 - Commission des titres
 - Commission d'assimilation

- 10** Commission consultative
pour la reconnaissance des diplômes
de l'enseignement musical

- 11** Commission consultative nationale d'éthique
pour les sciences de la vie et de la santé
 - Cellule de recherche
sur la résolution des conflits

 - Cellule de recherche
sur la citoyenneté européenne

- 12** Réseau Télématique
de l'Education Nationale

13 Conférence des Ministres
de l'enseignement supérieur
et de la recherche des Etats
ayant le français en partage (CONFEMER)

14 Collège de Bruges
Institut universitaire européen de Florence

III. Recherche

- 1** Recherche scientifique
et recherche appliquée
- 2** Coordination et coopération interrégionale,
européenne et internationale
- 3** Fonds national de la Recherche
- 4** Centres de recherche publics :
CRP Lippmann, CRP Henri Tudor,
CRP-Santé
- 5** Bourses de formation-recherche
- 6** Administration des fondations privées
de bourses d'études

Ministre des Travaux Publics

- 1** Politique générale des travaux publics :
Définition, conception et orientation
des travaux par l'inventaire des besoins,
la fixation des priorités, la mise en œuvre
des moyens et le contrôle des dépenses

Coordination générale des travaux

Commission d'analyse critique

Législation sur les marchés publics

Commission des Soumissions

2 Bâtiments de l'Etat

Administration des Bâtiments Publics

Construction et entretien
des bâtiments de l'Etat

Réalisation des projets d'investissements
financés par les Fonds d'investissements
publics administratifs, scolaires, sanitaires
et sociaux

3 Voirie de l'Etat

Administration des Ponts et Chaussées

Construction et entretien de la voirie de l'Etat

Réalisation des projets de la grande voirie
de communication financés par le Fonds
des Routes

Construction et entretien des barrages

Aménagement des pistes cyclables
du réseau national

4 Fonds d'urbanisation et d'aménagement
du Plateau de Kirchberg
(Etablissement public)

5 Fonds pour la rénovation de quatre îlots
du quartier de la Vieille Ville
(Etablissement public)



Monsieur

Michel **WOLTER**

Ministre de l'Intérieur

1 Administration des communes
et des établissements qui s'y rattachent

Politique et coordination générale
des questions de finances communales

Contrôle de la comptabilité communale

Commissariats de District

Syndicats des communes

Protection Civile

Incendie

Caisse de Prévoyance
des Fonctionnaires communaux

Rapatriment

2 Politique générale de l'aménagement
du territoire

Programme directeur de l'aménagement
du territoire

Plans directeurs régionaux

Prévention des inondations

Politique internationale et interrégionale
d'aménagement du territoire

Agglomérations transfrontalières

Relations avec les instances consultatives
de l'aménagement du territoire

Coordination interministérielle
des politiques sectorielles
ayant trait au développement

et à l'équilibre régionaux et à l'occupation du sol

Plans sectoriels

Evaluation des incidences sur l'environnement de projets routiers et autres projets d'envergure

Friches industrielles

Parcs naturels

Coopération régionale de proximité

Commission Régionale

Elaboration du suivi des programmes communautaires correspondants à portée transnationale, transrégionale et transfrontalière

INTERREG

Politique générale du développement urbain et de l'aménagement coordonné des communes

Commission d'aménagement

3 Sécurité publique intérieure

Gendarmerie et Police : organisation, administration, instruction et discipline


Ordres militaires

Relations avec les instances policières internationales

4 Coordination de la politique générale de l'eau

Gestion et protection de la ressource naturelle de l'eau

Assainissement des eaux et cours d'eau



Fonds pour la Protection de l'environnement
(gestion de l'eau)

Gestion des boues d'épuration

Protection des sources

Renaturation des cours d'eau

Alimentation du pays en eau potable

Aménagement, entretien et amélioration
des cours d'eau non navigables ni flottables

Entretien des cours d'eau navigables
et flottables

Tarifification de l'eau

Météorologie et hydrologie

Pêche



Ministre du Trésor et du Budget

- 1** Législation financière
et budgétaire générale Budget
Programmation financière pluriannuelle
Comptabilité de l'Etat
Dette publique

- 2** Trésorerie de l'Etat
Inspection générale des Finances
Direction du Contrôle financier
Relations avec la Cour des Comptes
Relations avec la Banque Centrale
du Luxembourg

- 3** Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat
Etablissements de crédit
Promotion de la place financière

- 4** Législation sur le secteur financier
Législation sur les assurances
Coordination des mesures relatives
à l'introduction de l'euro

- 5** Commission de Surveillance
du Secteur financier
Commissariat aux Assurances
Fonds commun de garantie automobile

- 6** Domaines de l'Etat
 - Comité d'acquisition
 - Commission des Loyers

- 7** Administration du Cadastre et de la Topographie

- 8** Budget communautaire

- 9** Banque Mondiale

Ministre de la Justice

- 1** Législation civile, commerciale, pénale

- 2** Entraide judiciaire

- Extradition

- Changements de nom

- Recours en grâce

- Indigénat

- Armes prohibées

- Entrée et séjour des étrangers

- Statut du réfugié

- Procédures en matière d'asile

- Jeux de hasard

- Paris sur épreuves sportives

- Sociétés de gardiennage

- Réviseurs d'entreprises

- Experts judiciaires

- Fondations, associations sans but lucratif

Indemnisation des victimes

Indemnisation en cas de détention
préventive inopérante

Révision des procès criminels

Assistance judiciaire

Contentieux administratif

3 Organisation judiciaire

Relations avec la magistrature, le barreau,
le notariat, les huissiers de justice

Formation des magistrats

Stage judiciaire

4 Médiation

Arbitrage

5 Coopération européenne
en matière de Justice

Affaires intérieures

6 Etablissements pénitentiaires



Madame

Anne **BRASSEUR**

Ministre de l'Education Nationale,
de la Formation Professionnelle
et des Sports

I. Enseignement

1 Coopération internationale et régionale

Affaires européennes

Programmes européens:
SOCRATES (LINGUA, COMENIUS,
GRUNDTVIG), LEONARDO DA VINCI

Collège Européen de Technologie

2 Contrôle de gestion - planification

3 Enseignement primaire

(éducation précoce, éducation préscolaire,
enseignement primaire, enseignement
spécial, classes d'accueil)

Enseignement religieux
dans les écoles primaires:
personnel, subventions-salaires

Admission à la fonction d'instituteur

4 Enseignement secondaire

Enseignement secondaire technique
Formation de l'éducateur à l'IEES

Concours d'admission
aux fonctions enseignantes

5 Programmation et réglementation de la formation continue des enseignants

- 6** Education des adultes
Centre de Langues

- 7** Education différenciée

- 8** Centre de Psychologie
et d'Orientation Scolaires
Aide financière pour études postprimaires
Internats
Logements pour élèves

- 9** Professions de santé :
formations et reconnaissance de diplômes

- 10** Programmation des constructions scolaires
Equipements scolaires
Sécurité
Restauration scolaire

- 11** Service de Coordination de la Recherche
et de l'Innovation Pédagogiques
et Technologiques
Centre de Technologie de l'Education

- 12** Relations de l'Etat avec l'enseignement privé

- 13** Conseil Supérieur de l'Education Nationale
Conférence Nationale des Elèves

- 14** Conférence des Ministres de l'Education
des pays ayant le français en partage
(CONFEMEN)

- 15** Action de formation
dans les Centres pénitentiaires
et socio-éducatifs de l'Etat

II. Formation Professionnelle

- 1** Apprentissage et maîtrise
- 2** Formation professionnelle continue
 - Centre national pour la formation professionnelle continue
 - Institut National pour le développement de la formation professionnelle continue
- 3** Programmes européens de la formation professionnelle
- 4** Mesures de formation anti-chômage
 - Action locale pour Jeunes

III. Sports

- 1** Organisation sportive
 - Conseil supérieur de l'éducation physique et sportive
 - Comité olympique et sportif luxembourgeois
 - Relations internationales
- 2** Ecole nationale de l'Education physique et des sports
 - Institut National des Sports
 - Centre national sportif
 - Service du contrôle médico-sportif
 - Bases nautiques

3 Sport scolaire et périscolaire

Sport-loisir

Sport de compétition et sport d'élite

4 Relations avec les organismes sportifs

Appuis administratifs, techniques
et financiers

Formation de cadres sportifs

Centres de formation de jeunes sportifs

Congé sportif

Assurance des sportifs

Brevets sportifs

Patrimoine sportif

5 Infrastructure sportive

Programmes d'équipement sportif

Monsieur Henri **GRETHEN**

Ministre de l'Economie

1 Législation et politique
économique générales

Relations avec la Chambre de Commerce

Commerce électronique

Société immobilière du parc
des Expositions de Luxembourg-Kirchberg
et Société des Foires Internationales
de Luxembourg

Entreprise des postes et télécommunications

Office Commercial du Ravitaillement

2 Statistiques et études économiques

STATEC

3 Politique d'entreprise, de technologie
et de compétitivité

Promotion, développement
et diversification économiques

Promotion des investissements
à finalité écologique

Politique de développement
économique régional
Zones d'activités économiques

Politique de recherche-développement
technologique, transfert de technologies
et innovation

Autorisations d'établissement
à caractère industriel

Comité de développement
économique (BED)

Pôle Européen de Développement

Société Nationale de Crédit
et d'Investissement

Luxinnovation-GIE

GIE-Ersid

4 Propriété industrielle et droits intellectuels

Accréditation, certification, normalisation

5 Politique énergétique générale

Relations internationales

Agence Internationale de l'Energie

Service de l'Energie de l'Etat

Produits pétroliers et combustibles solides :
approvisionnement, stockage, prix

Energie électrique et gaz naturel :
centrales électriques de l'Etat,
transport, distribution

Energies renouvelables,
technologies nouvelles
et utilisation rationnelle de l'énergie :
information, sensibilisation, promotion

Agence de l'Energie

6 Politique de Concurrence et des Prix

Pratiques commerciales restrictives

Protection des consommateurs

Sécurité générale des produits

Vente à tempérament et à distance

Office des Prix

7 Promotion commerciale

Foires et Expositions à l'étranger

Ministre des Transports

I. Transport terrestre

1 Chemin de fer: Transport ferroviaire de personnes et de marchandises

Transports combinés

2 Circulation routière: Permis de conduire

Immatriculation et contrôle technique
des véhicules

Réglementation et sécurité routière

Garage du Gouvernement

3 Transports routiers: Réglementation relative aux transports internationaux routiers

Autorisations de transports internationaux
de voyageurs et de marchandises par route

Contrôle routier

Service des transports
de l'éducation différenciée

Service de gestion des taxis à l'Aéroport
de Luxembourg

4 Services publics de transport: Coordination des différents modes de transport effectuant un service public

- 5** Navigation intérieure: Réglementation
Exploitation de la Moselle canalisée
Port de Mertert

II. Aviation

- Aéroport
Navigation et transports aériens

III. Affaires maritimes

- Entreprises maritimes
Navigation maritime
Navigation de plaisance
Réglementation maritime

Monsieur Charles **GOERENS**

Ministre de la Coopération,
de l'Action humanitaire
et de la Défense

1 Coopération au développement

Action humanitaire

Relations avec les organisations
non gouvernementales

2 Armée:

Défense du territoire national

Participation à la défense commune
dans le cadre d'organisations militaires
internationales

Participation à des opérations
pour le maintien de la paix
et à des opérations d'aide humanitaire

Juridictions militaires

Ordres militaires

Anciens combattants

Relations avec les instances militaires alliées

Sports militaires

Ministre de l'Environnement

1 Mise en œuvre du programme
environnemental du Gouvernement

Coordination interministérielle de la gestion
et du développement durable
de l'environnement

Coordination du plan national

pour un développement durable

Protection de l'environnement humain
et naturel

Coordination de la gestion
et de la protection des ressources naturelles

Gestion durable des forêts :
Sauvegarde, maintien et entretien
des habitats naturels et des paysages

Lutte contre la pollution

Détermination et contrôle de la qualité
des ressources naturelles

Lutte contre le changement climatique

Promotion des économies d'énergies,
des énergies nouvelles et renouvelables

Lutte contre le bruit

Prévention et gestion des déchets

Assainissement des sols

Autorisation des établissements classés

Audit écologique et énergétique

Ecolabel

Etudes d'impact sur l'environnement


Promotion des activités
et des technologies écologiques

Instruments économiques et fiscaux
à caractère environnemental

Information et statistiques
environnementales

Développement de la guidance
environnementale et énergétique

Coordination et coopération en matière



d'environnement sur le plan interrégional
et international

- 2** Fonds pour la Protection de l'Environnement
- 3** Administration de l'Environnement
- 4** Administration des Eaux et Forêts



Monsieur

Carlo **WAGNER**

Ministre de la Santé

- 1** Professions médicales, professions de santé
- 2** Collège médical
Conseil Supérieur des professions de santé
- 3** Direction de la santé :
médecine préventive et sociale,
médecine scolaire, médecine du travail,
médecine curative, médecine de
l'environnement, inspection sanitaire,
pharmacies et médicaments, radioprotection
- 4** Services de rééducation
Personnes malades mentales
et de la dépendance :
foyers, ateliers et services conventionnés,
services de soins à domicile
- 5** Service des dommages de guerre corporels
- 6** Prévention et lutte contre la toxicomanie
- 7** Croix-Rouge et Ligue Luxembourgeoise
de prévention et d'action médico-sociales
Centre Hospitalier de Luxembourg
Centre thermal et de santé
de Mondorf-les-Bains
Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique
Laboratoire National de Santé.

Ministre de la Sécurité Sociale

Législation de la sécurité sociale

Inspection générale de la sécurité sociale,
Cellule d'évaluation et d'orientation
en matière d'assurance-dépendance

Contrôle médical de la Sécurité sociale

Conseil arbitral et Conseil supérieur
des assurances sociales

Centre commun de la Sécurité Sociale

Office des assurances sociales

Caisse de pension des employés privés

Caisse de pension des artisans,
des commerçants et des industriels

Caisse de pension agricole

Union des caisses de maladie

Caisses de maladie

Service national d'action sociale

Sociétés de secours mutuels

Monsieur François **BILTGEN**

Ministre du Travail et de l'Emploi

1 Droit du travail et conditions de travail

Inspection du Travail et des Mines

Commission consultative
pour l'inspection du travail

Législation minière

2 Politique de l'emploi

Fonds pour l'emploi

Administration de l'Emploi

Commission nationale de l'emploi

Fonds Social Européen

Comité de Conjoncture

Comité Permanent de l'Emploi

3 Chambre de Travail

Chambre des Employés Privés

4 Ecole Supérieure du Travail

Ministre aux Relations avec le Parlement

1 Relations avec la Chambre des Députés, coordination entre travaux parlementaires et gouvernementaux

2 Service Central de Législation



Ministre des Cultes

Cultes

Relations avec les communautés religieuses

Conventions découlant de l'article 22
de la Constitution

Ministre délégué aux Communications

Communications:

Politique et autorité réglementaire nationale
en matière postale, de télécommunications
et de radiocommunications

I.L.T.

Gestion du spectre des fréquences

Exécution des conventions, constitutions
et accords internationaux concernant
les services postaux, de télécommunications
et de radiocommunications

Monsieur
Joseph **SCHAACK**

Secrétaire d'Etat à la Fonction Publique
et à la Réforme administrative

- 1** Réforme de l'administration
- 2** Statut, recrutement et examens-concours, carrière ouverte, mobilité, discipline, subventions d'intérêt, contrat collectif
- 3** Administration du personnel de l'Etat: fixation et calcul des traitements, des indemnités et des salaires, allocation et calcul des pensions
- 4** Administration gouvernementale
- 5** Sécurité dans la Fonction Publique
- 6** Chambre des Fonctionnaires et Employés Publics
- 7** Institut national d'Administration Publique: formation des stagiaires, formation permanente
- 8** Centre Informatique de l'Etat
- 9** Service Central des imprimés et des fournitures de bureau de l'Etat



Monsieur
Eugène **BERGER**

Secrétaire d'Etat à l'Environnement

1 Mise en œuvre du programme
environnemental du Gouvernement

Coordination interministérielle
de la gestion et du développement
durable de l'environnement

Coordination du plan national
pour un développement durable

Protection de l'environnement humain
et naturel

Coordination de la gestion
et de la protection des ressources naturelles

Gestion durable des forêts,
Sauvegarde, maintien et entretien
des habitats naturels et des paysages

Lutte contre la pollution

Détermination et contrôle de la qualité
des ressources naturelles

Lutte contre le changement climatique

Promotion des économies d'énergies,
des énergies nouvelles et renouvelables

Lutte contre le bruit

Prévention et gestion des déchets


Assainissement des sols

Autorisation des établissements classés

Audit écologique et énergétique

Ecolabel

Etudes d'impact sur l'environnement



Promotion des activités
et des technologies écologiques

Instruments économiques
et fiscaux à caractère environnemental

Information et statistiques environnementales

Développement de la guidance
environnementale et énergétique

Coordination et coopération
en matière d'environnement
sur le plan interrégional et international

2 Fonds pour la Protection de l'Environnement

3 Administration de l'Environnement

4 Administration des Eaux et Forêts







Le
Gouvernement
du **Grand-Duché**
de Luxembourg

...les **Biographies**





Monsieur Jean-Claude **Juncker**

Premier Ministre / **Ministre** d'Etat
Ministre des Finances

Monsieur Jean-Claude Juncker est né le 9 décembre 1954 à Rédange-sur-Attert. Il est marié et domicilié à Capellen.

Il fait des études primaires à Belvaux (Bassin Minier) et des études secondaires à l'Ecole de Clairefontaine (1967-1974) et obtient le diplôme de fin d'études secondaires au Lycée Michel Rodange à Luxembourg-Ville. Monsieur Juncker poursuit, de 1975 à 1979, des études supérieures à la Faculté de Droit de l'Université de Strasbourg où il obtient une maîtrise en droit en 1979. Il est assermenté avocat en février 1980.

Il rejoint le Parti chrétien social en 1974. Président de la Jeunesse chrétienne sociale de 1979 à 1985, Monsieur Juncker assume la fonction de Secrétaire parlementaire du Parti chrétien social à partir d'octobre 1979, jusqu'à sa nomination comme Secrétaire d'Etat au Travail et à la Sécurité sociale en décembre 1982.

Élu pour la première fois député de la circonscription Sud sur la liste du Parti chrétien social aux élections de juin 1984, Monsieur Juncker est nommé, le 20 juillet 1984, ministre du Travail et ministre délégué au Budget. Durant le second semestre de l'année 1985, il préside le Conseil des ministres des Affaires sociales et du Budget de la Communauté européenne.

Réélu dans la circonscription Sud aux élections du 18 juin 1989, il devient ministre du Travail et ministre des Finances dans le Gouvernement du Premier ministre Jacques Santer du 14 juillet 1989 au 12 juillet 1994. Il est Président du Conseil des ministres des Affaires sociales, de l'Economie, des Finances et du Budget de la Communauté européenne ainsi que Président de la Conférence intergouvernementale sur l'Union économique et monétaire durant le premier semestre 1991.

A la suite des élections législatives du 12 juin 1994, Monsieur Jean-Claude Juncker remplit les fonctions de ministre du Travail et de ministre des Finances du 13 juillet 1994 au 20 janvier 1995. Le 20 janvier 1995, Monsieur Juncker devient Premier ministre à la suite du départ de Monsieur Jacques Santer, appelé aux fonctions de Président de la Commission européenne.

Dans le Gouvernement qu'il forme le 26 janvier 1995, il assume les responsabilités de Premier ministre, ministre d'Etat, ministre des Finances, ministre du Travail et de l'Emploi et ministre du Trésor.

Tête de liste du PCS aux législatives et candidat aux élections législatives et européennes du 13 juin 1999, il est élu député dans la circonscription du Sud en première position sur sa liste qui obtient sept sièges dans cette circonscription. Conjointement, il est élu en première place aux élections européennes, mais renonce à ce mandat en date du 21 juillet 1999 pour se consacrer à la politique nationale.

En outre, Monsieur Jean-Claude Juncker a été Président du Parti chrétien social du 20 janvier 1990 au 4 février 1995 et Président de l'Union européenne des Travailleurs démocrates-chrétiens (16 mars 1993 - 12 janvier 1995).

M. Juncker a été Gouverneur de la Banque mondiale du 5 août 1989 au 23 février 1995. Monsieur Juncker est désigné Gouverneur de la Banque européenne d'Investissement et Gouverneur de la Banque européenne pour la Reconstruction et le Développement (B.E.R.D.) le 6 février 1995. Le 16 février 1995, il devient Gouverneur du Fonds monétaire international.

Pendant le second semestre 1997, il est Président du Conseil européen qui a ouvert la voie de l'Union européenne à dix pays d'Europe centrale et orientale, ainsi qu'à Chypre et qui a permis le franchissement du dernier obstacle sur la route vers la monnaie unique. De même, il a présidé le Conseil européen extraordinaire sur l'Emploi, le Conseil des ministres des Finances et de l'Economie et le Conseil des ministres des Affaires sociales.

Le 7 août 1999, il est confirmé dans les fonctions de Premier ministre, ministre d'Etat et ministre des Finances.



Ministère d'Etat

Bureaux 4, rue de la Congrégation

Adresse postale L-2910 Luxembourg

Téléphone 478 21 01

Téléfax 46 17 20

Ministère des Finances

Bureaux 3, rue de la Congrégation

Adresse postale L-2931 Luxembourg

Téléphone 478 26 06

Téléfax 47 52 41 / 22 19 80



Madame Lydie Polfer

Vice-Premier Ministre
Ministre des Affaires étrangères
et du Commerce extérieur
Ministre de la Fonction publique
et de la Réforme administrative

Madame Polfer est née le 22 novembre 1952 à Luxembourg. Elle est mère d'une fille, Nora Wurth.

En juillet 1972, Madame Polfer obtient le diplôme de fin d'études secondaires au Lycée Robert Schuman. Quatre ans plus tard, elle a obtenu une maîtrise en droit à l'Université de Grenoble. Depuis 1977, elle est inscrite au Barreau des Avocats à Luxembourg. La même année, elle prépare un Diplôme d'Etudes

Approfondies en Intégration européenne au Centre universitaire de Recherches internationales et européennes de Grenoble.

Madame Lydie Polfer entame sa carrière politique en 1979 quand elle est élue pour la première fois au Parlement luxembourgeois. Dès lors, elle est réélue successivement en 1984, 1989, 1994 et 1999.

Elle a fait partie du Bureau de la Chambre des députés et des commissions suivantes: Commission des Affaires communales, du Logement et de l'Urbanisme, Commission spéciale "Egalité des Chances entre Femmes et Hommes", Commission de la Fonction publique.

En 1982, Madame Lydie Polfer devient bourgmestre de la Ville de Luxembourg à la suite des élections communales d'octobre 1981. Depuis, elle est réélue aux élections de 1987 et 1993. A la suite des élections législatives du 13 juin 1999, Madame Polfer renonce à son poste de bourgmestre pour assumer ses fonctions au sein du gouvernement. Madame Polfer est membre du Parlement européen de 1985 à 1989 et de 1990 à 1994. C'est au courant de l'année 1994 que Madame Polfer devient la Présidente du Parti démocratique.

Elle a été membre du Bureau de l'AIMF (Association internationale des Maires et Responsables des Villes et Métropoles partiellement ou entièrement francophones). Depuis 1980 elle est Présidente du club de basket-ball Racing de Luxembourg.

Députée sortante et candidate de son parti aux élections législatives et européennes du 13 juin 1999, elle est réélue députée dans la circonscription du Centre sur la liste du PDL.

A l'issue des élections législatives de 1999, elle est nommée Vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.

**Ministère des Affaires étrangères,
du Commerce extérieur,
de la Coopération et de la Défense**

Bureaux 5, rue Notre-Dame

Adresse postale L-2911 Luxembourg

Téléphone 478 23 01

Téléfax 22 31 44 / 22 20 48

**Ministère de la Fonction publique
et de la Réforme administrative**

Bureaux 12-14, avenue Emile Reuter

Adresse postale L-2920 Luxembourg

Téléphone 478 31 06

Téléfax 478 31 22





Monsieur Fernand **Boden**

Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture
et du Développement rural

Ministre des Classes moyennes,
du Tourisme et du Logement

Monsieur Fernand Boden est né le 13 septembre 1943 à Echternach. Marié et père de deux garçons, il habite dans sa ville natale. Après avoir obtenu le certificat de fin d'études secondaires au Lycée classique d'Echternach, il poursuit ses études aux Cours supérieurs de Luxembourg et à l'Université de Liège pour devenir professeur en sciences mathématiques et physiques. Promu docteur ès sciences mathématiques et physiques, il enseigne entre 1966 et 1978 au Lycée classique d'Echternach.

Monsieur Boden est un ancien champion de Luxembourg de tennis de table. Il est Président honoraire de la Fédération nationale de Tennis de Table. Il pratique toujours ce sport dans son club, le DT (Dësch-Tennis) d'Echternach.

Premier échevin de la Ville d'Echternach de 1970 à 1976, il fait partie du Conseil communal de sa ville natale. En 1978, il est élu pour la première fois député du Parti chrétien social dans la circonscription Est.

Réélu en 1979, Monsieur Boden entre au Gouvernement comme ministre de l'Education nationale et de la Jeunesse et comme ministre du Tourisme. Il détient ces mêmes portefeuilles jusqu'en 1989.

En 1989, Monsieur Boden est nommé ministre de la Famille et de la Solidarité ainsi que ministre des Classes moyennes et du Tourisme. A la suite des élections de juin 1994, il devient ministre de la Fonction publique et assume cette fonction jusqu'au 26 janvier 1995, date d'un remaniement ministériel à partir duquel, Monsieur Boden exerce les fonctions de ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, de ministre des Classes moyennes et du Tourisme ainsi que celle de ministre du Logement.

Candidat de son parti aux élections législatives du 13 juin 1999, il est réélu député dans la circonscription Est sur la liste du PCS.

Après les élections de juin 1999, il se voit à nouveau confier les postes de ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.

**Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture
et du Développement Rural**

Bureaux 1, rue de la Congrégation

Adresse postale L-2913 Luxembourg

Téléphone 478 25 06

Téléfax 22 29 10

**Ministère des Classes Moyennes,
du Tourisme et du Logement**

Bureaux 6, avenue Emile Reuter

Adresse postale L-2937 Luxembourg

Téléphone 478 47 06

Téléfax 46 11 87





Madame Marie-Josée **Jacobs**

Ministre de la Famille,
de la Solidarité sociale
et de la Jeunesse

Ministre de la Promotion féminine

Madame Marie-Josée Jacobs est née le 22 janvier 1950 à Marnach dans le Nord du pays. Après des études secondaires à l'Ecole privée Ste Anne à Ettelbruck, elle suit des études d'infirmière. Elle obtient le diplôme en 1969 et celui d'infirmière-anesthésiste en 1973. Elle exerce cette profession jusqu'à sa nomination comme ministre.

Parallèlement à son activité professionnelle, Madame Jacobs entame une carrière politique et syndicale.

Dans le domaine syndical, elle est membre du Syndicat chrétien LCGB. Entre 1980 et 1992, elle est Présidente de la section des Employés privés et entre 1981 et 1992, Vice-Présidente du même syndicat.

Madame Jacobs débute une carrière politique en 1967 au sein du Parti chrétien social (PCS). Dès le début, elle fait partie du comité de la région du Nord. Elle est élue Présidente des Femmes chrétiennes sociales, ensuite Présidente du PCS de cette région. Finalement, elle est élue Vice-présidente de son parti sur le plan national. En 1984, Madame Jacobs est élue pour la première fois députée de la circonscription du Nord. Elle est réélue en 1989 et en 1994. En 1987, elle entre au Conseil communal de la Ville de Luxembourg.

Le 9 décembre 1992, Madame Jacobs est nommée ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, ainsi que ministre déléguée aux Affaires culturelles. Ce poste lui permet de participer pleinement à l'organisation de l'Année européenne de la Culture en 1995 et au projet "Luxembourg, capitale européenne de la culture".

Réélue aux élections législatives du 12 juin 1994, Madame Jacobs se voit confier les mêmes portefeuilles ministériels dans le Gouvernement formé par le Premier ministre Jacques Santer.

Suite à la nomination de Monsieur Jacques Santer au poste de Président de la Commission européenne, Madame Marie-Josée Jacobs est nommée, le 26 janvier 1995, ministre de la Famille, ministre de la Promotion féminine, ministre aux Handicapés et aux Accidentés de la Vie.

Candidate de son parti aux élections législatives du 13 juin 1999, elle est réélue députée dans la circonscription du Nord sur la liste du PCS.

Depuis le 7 août 1999, elle exerce la fonction de ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse et ministre de la Promotion féminine.

**Ministère de la Famille,
de la Solidarité sociale et de la Jeunesse**

Bureaux 12-14, avenue Emile Reuter

Adresse postale L-2919 Luxembourg

Téléphone 478 65 06

Téléfax 478 65 71

Ministère de la Promotion féminine

Bureaux 33, boulevard Prince Henri

Adresse postale L-2921 Luxembourg

Téléphone 478 58 06

Téléfax 24 18 86





Madame Erna **Hennicot-Schoepges**

Ministre de la Culture,
de l'Enseignement supérieur
et de la Recherche

Ministre des Travaux publics

Madame Erna Hennicot-Schoepges est née le 24 juillet 1941 à Dudelange. Domiciliée à Walferdange, elle est mariée et mère de trois enfants.

Madame Hennicot-Schoepges est une ancienne collaboratrice du programme luxembourgeois de Radio Luxembourg. Elle a été professeur de musique au Conservatoire de la Ville de Luxembourg et jouit d'une solide réputation de pianiste de concert. De 1976 à 1987, elle est Conseiller communal de la

Commune de Walferdange. Elle devient maire de cette Commune le 1er janvier 1988 et occupe ce poste jusqu'au 25 janvier 1995.

Elle entre pour la première fois au Parlement le 24 juillet 1979, lorsqu'elle obtient un mandat de députée sur la liste du Parti chrétien social dans la circonscription Centre. De 1979 à 1984, elle préside la Commission pour l'Education et la Culture.

Madame Hennicot-Schoepges sera la Présidente de la Chambre des députés sans interruption du 18 juillet 1989 jusqu'à sa nomination, le 26 janvier 1995, comme ministre. A la Chambre, elle a également été Présidente du Bureau de la Chambre, Présidente de la Commission de Travail et membre de la Commission des Pétitions ainsi que celle des Médias et de la Culture. De 1984 à 1989, elle est également membre du Conseil de l'Europe. Dans cette enceinte internationale, elle occupe la fonction de secrétaire du groupe chrétien-démocrate et elle est membre de la Commission des Migrants et des Réfugiés ainsi que celle de l'Education et de la Culture.

De septembre 1989 à mai 1993, elle est également Vice-présidente du Conseil parlementaire interrégional, puis Présidente de cette assemblée du 7 mai 1993 au 22 avril 1994 et finalement membre de celle-ci de fin avril 1994 à fin janvier 1995. De juillet 1991 à janvier 1995, Madame Hennicot-Schoepges est également membre de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE.

Présidente de la Section luxembourgeoise de l'Assemblée internationale des Parlementaires de Langue française, Madame Hennicot-Schoepges est la Présidente nationale des Femmes chrétiennes sociales (CSF) de 1979 à 1988 et Présidente de la

Fondation internationale pour le Dialogue entre chrétiens, juifs, musulmans jusqu'en 1997.

Depuis le 4 février 1995, Madame Erna Hennicot-Schoepges assume également la Présidence du Parti chrétien social.

Madame Erna Hennicot-Schoepges est ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, ministre de la Culture et ministre des Cultes dans le Gouvernement du Premier ministre Jean-Claude Juncker à partir du 26 janvier 1995.

Candidate de son parti aux élections législatives et européennes du 13 juin 1999, elle est réélue députée dans la circonscription du Centre sur la liste du PCS.

Depuis le 7 août 1999, elle exerce les fonctions de ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et de ministre des Travaux publics.

**Ministère de la Culture,
de l'Enseignement Supérieur
et de la Recherche**

Bureaux 20, montée de la Pétrusse

Adresse postale L-2912 Luxembourg

Téléphone 478 66 06

Téléfax 40 24 27

Ministère des Travaux publics

Bureaux 4, boulevard Roosevelt

Adresse postale L-2940 Luxembourg

Téléphone 478 33 06

Téléfax 22 31 60





Monsieur Michel **Wolter**

Ministre de l'Intérieur

Monsieur Michel Wolter est né le 13 septembre 1962 à Luxembourg. Il est marié, a trois enfants et habite à Hautcharage.

Monsieur Wolter passe sa jeunesse à Esch-sur-Alzette, où il fréquente l'école primaire. Après des études secondaires à Esch-sur-Alzette et à Echternach, il s'inscrit à l'Université de Paris I (Panthéon-Sorbonne), qu'il quitte en 1985 avec une maîtrise en sciences économiques, option économie internationale.

Sa vie professionnelle l'amène à travailler d'abord pour une société de gestion de captives, ensuite pour

une société fiduciaire avant de devenir, en 1992, administrateur-délégué d'une société de réassurances.

Membre du Parti chrétien social depuis 1980, Monsieur Michel Wolter est élu pour la première fois en 1984 à la Chambre des députés. Élu à l'âge de vingt-et-un ans, il devient le plus jeune député ayant jamais siégé au Parlement.

Il est réélu lors des élections législatives de 1989, 1994 et 1999. Membre de la Commission des Finances et du Budget, il est désigné rapporteur du projet de budget pour les exercices 1994 et 1995. Il est également Vice-président de la Commission des Sports et de la Jeunesse.

Monsieur Wolter exerce un mandat de Conseiller communal de la Ville d'Esch-sur-Alzette de janvier 1988 à août 1992, date à laquelle il s'installe à Hautcharage. A la suite des élections communales d'octobre 1993, il devient du 1er janvier 1994 au 25 janvier 1995, Conseiller communal de la Commune de Bascharage.

De 1985 à 1990, Monsieur Wolter est Président de la Jeunesse chrétienne sociale (CSJ). Joueur international de tennis de table au début des années 80, il est Président de la Fédération luxembourgeoise de Tennis (FLT) de mars 1987 à janvier 1994. Aujourd'hui, il en est le Président honoraire.

Monsieur Michel Wolter exerce la fonction de ministre de l'Intérieur, ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative à partir du 26 janvier 1995.

A la suite des élections législatives et européennes du 13 juin 1999, il devient ministre de l'Intérieur.



Ministère de l'Intérieur

Bureaux 19, rue Beaumont

Adresse postale L-2933 Luxembourg

Téléphone 478 46 06

Téléfax 22 11 25





Monsieur Luc Frieden

Ministre du Trésor et du Budget
Ministre de la Justice

Monsieur Luc Frieden est né le 16 septembre 1963 à Esch-sur-Alzette. Marié, il est père de deux enfants.

Après des études primaires à Esch-sur-Alzette, il poursuit des études secondaires au Lycée de Garçons à Esch et à l'Athénée de Luxembourg où il obtient en 1982 le diplôme de fin d'études secondaires (section classique-sciences économiques).

Il fait ensuite des études de droit au Centre universitaire de Luxembourg et à l'Université de Paris I

(Panthéon-Sorbonne), où il obtient en 1986 une Maîtrise en Droit des Affaires.

En 1987, il devient Master of Comparative Law and Legal Philosophy de l'Université de Cambridge (Royaume-Uni) et en 1988 Master of Laws de la Harvard Law School aux Etats-Unis. Au cours d'études post-universitaires, il rédige un mémoire intitulé "Media Newsgathering by Satellites" qui est publié en 1989 par le Stanford Journal of International Law. Il suit également des cours à la John F. Kennedy School of Government de l'Université de Harvard.

De 1989 à 1998, Monsieur Luc Frieden est avocat au barreau de Luxembourg. Il enseigne le droit public luxembourgeois au Centre universitaire de Luxembourg et est l'auteur de plusieurs articles sur le droit bancaire et le droit constitutionnel. De 1981 à 1994, il commente régulièrement des sujets juridiques et de politique étrangère à la radio luxembourgeoise RTL. Il est membre agrégé de l'Institut grand-ducal, section des Sciences morales et politiques.

Elu une première fois député de la circonscription Centre sur la liste du Parti chrétien social aux élections législatives du 12 juin 1994, Monsieur Luc Frieden siège à la Chambre des députés de juillet 1994 à février 1998. Il y assume notamment les fonctions de Président de la Commission des Finances et du Budget ainsi que celles de Président de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle.

Le 4 février 1998, Monsieur Luc Frieden est nommé ministre de la Justice, ministre du Budget et ministre aux Relations avec le Parlement. Il a été chargé de coordonner les travaux gouvernementaux relatifs à

l'introduction de la monnaie unique européenne au Luxembourg.

Candidat de son parti aux élections législatives et européennes du 13 juin 1999, il est réélu député dans la circonscription du Centre sur la liste du Parti Chrétien Social.

Le 7 août 1999, il se voit confier les postes de ministre du Trésor et du Budget et de ministre de la Justice.

Monsieur Frieden est également Gouverneur de la Banque mondiale depuis le 4 février 1998.

Ministère des Finances

Bureaux 3, rue de la Congrégation

Adresse postale L-2931 Luxembourg

Téléphone 478 26 06

Téléfax 22 19 80

Ministère de la Justice

Bureaux 16, boulevard Royal

Adresse postale L-2934 Luxembourg

Téléphone 478 45 06

Téléfax 22 76 61





Madame Anne **Brasseur**

Ministre de l'Education nationale,
de la Formation professionnelle
et des Sports

Madame Anne Brasseur est née le 19 mai 1950 à Luxembourg.

Elle obtient le diplôme de fin d'études secondaires en 1969. Ensuite, elle part en Allemagne pour poursuivre des études supérieures en psychologie aux universités de Tübingen et Mannheim. En 1975, elle obtient un diplôme en psychologie et devient psychologue auprès du Service de Psychologie et d'Orientation scolaire à l'Ecole professionnelle et au Lycée de Garçons à Esch-sur-Alzette.

De 1976 à 1979, Madame Brasseur est chargée de direction du Service central d'Assistance sociale auprès du Parquet général de Luxembourg.

Sa carrière politique débute en 1975, quand elle devient conseiller communal de la ville de Luxembourg. En 1979, elle devient député. Elle est d'abord membre de l'Assemblée de l'Atlantique Nord, ensuite, de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'UEO. Au sein de la Chambre des députés, elle assume la fonction de Présidente de la Commission des Pétitions. Par ailleurs, elle est membre de la Commission des Finances et du Budget et de la Commission de la Force publique. Elle est également membre de la Commission des Médias, de la Recherche et de la Culture. Elle assume les responsabilités de Vice-présidente de la Commission des Transports et des Travaux publics.

Elle est membre du Comité des Régions et Présidente du SICEC (Syndicat intercommunal pour la Construction et l'Exploitation d'un Crématorium). Elle a également été Présidente de l'Association des Femmes libérales.

En 1981, Madame Brasseur se voit confier le poste d'Echevin de la ville de Luxembourg responsable des constructions communales, du génie civil, des travaux neufs, de la voirie, de la circulation, des sports et des crèches, des responsabilités qu'elle exerce jusqu'à sa nomination aux fonctions de ministre.

Député sortant et candidate de son parti aux élections législatives du 13 juin 1999, elle est élue député dans la circonscription du Centre sur la liste du PDL.

Le 7 août 1999, elle est nommée ministre de

l'Education nationale, de la Formation professionnelle
et des Sports.

**Ministère de l'Education Nationale,
de la Formation Professionnelle
et des Sports**

Bureaux 29, rue Aldringen

Adresse postale L-2926 Luxembourg

Téléphone 478 51 06

Téléfax 478 51 10





Monsieur Henri **Grethen**

Ministre de l'Economie
Ministre des Transports

Monsieur Henri Grethen est né le 16 juillet 1950 à Esch-sur-Alzette. Il est marié à Blanche Moutrier.

Après avoir fréquenté l'école primaire de sa ville natale, Monsieur Grethen part à Echternach au Lycée classique. En 1969, il y obtient le diplôme de fin d'études secondaires. Il s'inscrit ensuite aux Cours universitaires à Luxembourg et continue ses études à l'Université de Liège de 1971 à 1975.

En 1976, Monsieur Grethen débute sa carrière pro-

fessionnelle comme conseiller économique de la Fédération des Commerçants. En 1978, il en devient le Secrétaire général. En 1979, Monsieur Henri Grethen devient membre du Conseil économique et social. En 1980, il devient Secrétaire général de la Confédération du Commerce Luxembourgeoise. Depuis 1989, il exerce la profession de conseiller économique indépendant.

Sa carrière politique commence en 1980 lorsqu'il devient Secrétaire général du Parti démocratique. Il reste à ce poste jusqu'en 1989. Depuis 1994, il occupe la même fonction.

En 1984, Monsieur Grethen est élu pour la première fois à la Chambre des députés. Depuis cette date, il a été réélu en 1989 et 1994. En tant que député, il occupe également la fonction de Président du Groupe parlementaire de son parti à partir de 1989 et Vice-président du Parlement depuis 1998.

Député sortant et candidat de son parti aux élections législatives du 13 juin 1999, il est réélu député dans la circonscription du Sud sur la liste du PDL.

Le 7 août 1999, il est nommé aux postes de ministre de l'Economie et de ministre des Transports.

Ministère de l'Economie

Bureaux 19-21, boulevard Royal

Adresse postale L-2914 Luxembourg

Téléphone 478 41 06

Téléfax 46 04 48



Ministère des Transports

Bureaux 19-21, boulevard Royal

Adresse postale L-2938 Luxembourg

Téléphone 478 44 06

Téléfax 46 43 15 / 46 77 90





Monsieur Charles Goerens

Ministre de la Coopération,
de l'Action humanitaire
et de la Défense

Ministre de l'Environnement

Monsieur Charles Goerens est né le 6 février 1952 à Ettelbruck. Il habite à Mathgeshof/Schieren avec son épouse et ses trois enfants.

Après avoir fréquenté l'école primaire à Schieren, Monsieur Goerens part à Carlsbourg en Belgique au lycée moderne, puis au lycée technique agricole pour devenir agriculteur.

Sa carrière politique commence en 1979 lorsqu'il est

élu premier sur la liste du Parti démocratique dans la circonscription du Nord. Ensuite, il est régulièrement réélu aux élections de 1984, 1989, 1994 et 1999.

Monsieur Goerens détient un premier mandat au Parlement européen de 1982 à 1984. Il assume les responsabilités de coordinateur du groupe libéral dans le domaine des libertés politiques et les "Droits de l'Homme" lors de la précédente législature du Parlement européen.

Il est Président de l'Assemblée de l'UEO de 1987 à 1990. De 1989 à 1994, Monsieur Charles Goerens est Président du Parti démocratique.

En 1995, Monsieur le Premier ministre lui confie la rédaction d'un rapport sur le rôle des Parlements nationaux au sein de l'Union européenne.

Candidat de son parti aux élections législatives et européennes du 13 juin 1999, il est élu député dans la circonscription du Nord sur la liste du PDL.

Le 7 août 1999, Monsieur Charles Goerens est nommé ministre de la Coopération, de l'Action humanitaire et de la Défense, ministre de l'Environnement.

**Ministère des Affaires étrangères,
du Commerce extérieur,
de la Coopération et de la Défense**

Bureaux 6, rue de la Congrégation

Adresse postale L-1352 Luxembourg

Téléphone 478 23 07

Téléfax 22 20 48

Ministère de l'Environnement

Bureaux 18, montée de la Pétrusse

Adresse postale L-2918 Luxembourg

Téléphone 478 68 01

Téléfax 40 04 10





Monsieur Carlo **Wagner**

Ministre de la Santé,
et de la Sécurité sociale

Monsieur Carlo Wagner est né le 3 juillet 1953 à Wormeldange. Marié, père de trois enfants, il est conseiller économique.

Il a fait ses études secondaires à l'Athénée de Luxembourg. Ensuite, il part à Fribourg en Suisse où il obtient un diplôme universitaire en sciences économiques et sociales.

Depuis 1990, Monsieur Wagner est Président de la circonscription Est du Parti démocratique et membre du Comité directeur et du Comité exécutif. Entre

1991 et 1994, Monsieur Wagner est Secrétaire général du Parti démocratique.

En 1994, il est élu pour la première fois à la Chambre des députés où il occupe le poste de Vice-président de la Commission de l'Agriculture et de la Viticulture ainsi que celui de la Commission des Classes moyennes et du Logement.

En 1994, il devient maire de la Commune de Wormeldange.

Député sortant et candidat de son parti aux élections législatives du 13 juin 1999, il est réélu député dans la circonscription Est sur la liste du PDL.

C'est après les élections législatives de juin 1999 qu'il est nommé ministre de la Santé et ministre de la Sécurité sociale.

Ministère de la Santé

Bureaux Villa Louvigny - Allée Marconi

Adresse postale L-2120 Luxembourg

Téléphone 478 55 01

Téléfax 49 13 37

Ministère de la Sécurité sociale

Bureaux 26, rue Zithe

Adresse postale L-2936 Luxembourg

Téléphone 478 63 01

Téléfax 478 63 28 (Cabinet du ministre: 478 6140)



Monsieur François **Biltgen**

Ministre du Travail et de l'Emploi
Ministre aux Relations avec le Parlement
Ministre des Cultes
Ministre délégué aux Communications

Monsieur François Biltgen est né le 28 septembre 1958. Il habite à Esch-sur-Alzette, est marié et père de deux enfants.

Monsieur Biltgen a suivi des études universitaires en droit et sciences politiques à Paris. Peu après avoir obtenu son diplôme, il accepte le poste de secrétaire du groupe parlementaire du Parti chrétien social en 1983 où il succède à Monsieur Jean-Claude Juncker.

En 1987, Monsieur François Biltgen est élu au Conseil communal d'Esch-sur-Alzette. En 1997, il prend la fonction d'échevin en charge des finances et des affaires sociales. Lors des élections législatives de 1994, Monsieur Biltgen est élu à la Chambre des députés.

A l'âge de 36 ans, il reprend ses études et réussit l'examen de fin de stage judiciaire. Peu après, il entame une carrière d'avocat à Esch-sur-Alzette.

Monsieur Biltgen est le rapporteur des lois sur l'assistance judiciaire, la réforme du droit de divorce, la réforme de la réglementation des congés pour périodes d'intempéries dans le secteur de la construction, l'amélioration de la protection du consommateur, la réforme du contrat d'assurances, les différents abattements fiscaux, etc. En outre, il a collaboré activement à l'élaboration de la réforme du Conseil d'Etat et à la création d'une juridiction administrative autonome. Par ailleurs, il est le rapporteur du budget de l'Etat pour l'exercice 1999.

Auteur d'une rubrique "Recht hun – recht kréien" (Avoir raison et obtenir justice) dans le quotidien "Luxemburger Wort" et collaborateur de la publication syndicale "Soziale Fortschrëtt" (Le progrès social), il s'est engagé à informer ses concitoyens sur les jugements des tribunaux et les lois les plus importantes.

Député sortant de son parti et candidat aux élections législatives du 13 juin 1999, il est élu député dans la circonscription du Sud sur la liste du PCS.

Depuis le 7 août 1999, Monsieur Biltgen assume les responsabilités de ministre du Travail et de l'Emploi, de ministre des Relations avec le Parlement, de

ministre des Cultes et de ministre délégué aux Communications.

Ministère du Travail et de l'Emploi

Bureaux 26, rue Zithe

Adresse postale L-2939 Luxembourg

Téléphone 478 61 01

Téléfax 478 61 40 (Cabinet du ministre: 478 61 40)

Cultes

Bureaux 4, rue de la Congrégation

Adresse postale L-2910 Luxembourg

Téléphone 478 52 01

Téléfax 46 17 20 (Cabinet du Ministre: 478 61 40)

Service Central de Législation

Bureaux 43, bd F.-D.Roosevelt

Adresse postale L- 2450 Luxembourg

Téléphone 478 29 01

Téléfax 47 56 16 (Cabinet du Ministre: 478 61 40)

Service des Médias et des Communications

Bureaux 5, rue Large (Maison de Cassal)

Adresse postale L-1917 Luxembourg

Téléphone 478 67 01

Téléfax 47 56 62 (Cabinet du Ministre: 478 61 40)





Monsieur Joseph **Schaack**

Secrétaire d'Etat à la Fonction publique
et à la Réforme
administrative

Monsieur Joseph Schaack est né le 26 mars 1945 à Luxembourg. Il est marié et père de deux enfants.

A l'âge de 21 ans, Monsieur Schaack devient fonctionnaire de l'Etat. Il remplit ses fonctions au poste d'inspecteur principal 1er en rang à l'Administration des Contributions directes.

En 1975, il débute sa carrière syndicale au sein de la Confédération générale de la Fonction publique

(CGFP). Monsieur Schaack occupe successivement les postes et fonctions de Président du Syndicat des Cadres des Contributions depuis 1981, puis, en 1985 Président de l'Association générale des Cadres et membre effectif de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, membre effectif du Conseil économique et social depuis 1991, et membre du Comité exécutif de la CGPF depuis 1995. En 1997, il devient Président du Syndicat unifié des Impôts directs.

Sur le plan européen, il mène également une belle carrière syndicale. Membre effectif du Comité de l'Union du Personnel des Finances en Europe (UEF) en 1981, il en sera le Secrétaire général de décembre 1993 à septembre 1996, avant d'en être nommé Président, fonction qu'il assume depuis lors.

Il est candidat de son parti aux élections législatives du 13 juin 1999 dans la circonscription du Centre sur la liste du PDL.

Depuis le 7 août 1999, il est Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Réforme administrative.

**Ministère de la Fonction publique
et de la Réforme administrative**

Bureaux 12-14, avenue Emile Reuter

Adresse postale L-2011 Luxembourg

Téléphone 478 31 06

Téléfax 478 31 22



Monsieur Eugène **Berger**

Secrétaire d'Etat à l'Environnement

Monsieur Eugène Berger est né le 4 décembre 1960 à Bettembourg. Marié et père de deux enfants, il habite à Peppange.

Il fréquente l'école primaire à Howald et poursuit des études secondaires au Lycée de Garçons à Luxembourg.

En 1980, il débute sa carrière professionnelle comme chargé de cours dans l'enseignement primaire. De 1983 à 1985, il est fonctionnaire-stagiaire à l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines. En 1985, il reprend ses études pour devenir instituteur

de l'enseignement primaire trois années plus tard. De 1988 à 1994, il enseigne dans cette fonction dans la commune de Roeser.

La carrière politique de Monsieur Berger commence en 1994 quand il est élu pour la première fois député. A ce poste, il assume la fonction de Vice-président des Commissions de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, de la Famille, de la Jeunesse et des Sports ainsi que de celle de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire.

La même année, il devient membre du Comité directeur du Parti démocratique et en 1997 Président de la section Roeserbann de son parti. En outre, Monsieur Berger est membre du Conseil supérieur de l'Education nationale de 1991 à 1994.

Il consacre son temps libre avant tout à l'escalade et à l'alpinisme. Il est le premier et le seul Luxembourgeois qui a réussi l'ascension du Mount Everest (1992).

Député sortant et candidat de son parti aux élections législatives du 13 juin 1999, il est réélu député dans la circonscription du Sud sur la liste du PDL.

Le 7 août 1999, il est nommé Secrétaire d'Etat à l'Environnement.

Ministère de l'Environnement

Bureaux 18, montée de la Pétrusse

Adresse postale L-2918 Luxembourg

Téléphone 478 68 02

Téléfax 40 04 10

Table **des Matières**

La Composition de la Chambre des députés depuis 1945	006
La formation du nouveau Gouvernement	009
Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg depuis le 7 août 1999	017
Les Ministres et Secrétaires d'Etat et leurs compétences	025
Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg: les Biographies	077
Monsieur Jean-Claude Juncker	079
Madame Lydie Polfer	083
Monsieur Fernand Boden	087
Madame Marie-Josée Jacobs	091
Madame Erna Hennicot-Schoepges	095
Monsieur Michel Wolter	099
Monsieur Luc Frieden	103
Madame Anne Brasseur	107
Monsieur Henri Grethen	111
Monsieur Charles Goerens	115
Monsieur Carlo Wagner	119
Monsieur François Biltgen	121
Monsieur Joseph Schaack	125
Monsieur Eugène Berger	127



Grand-Duché de Luxembourg
MINISTÈRE D'ÉTAT



Service
Information
et **Presse**

Luxembourg

ISBN 2-87999-027-0